

■ Israël | Série (6/6)

# Irréversible ?

► La question des 750 000 colons de Cisjordanie et de Jérusalem-Est continue de parasiter le processus de paix et de ternir l'image d'Israël à l'étranger. En Israël même, l'opinion publique est divisée quant à l'issue à leur réserver. Mais les colons, considèrent, eux, être les derniers pionniers de l'histoire du pays.

Reportage Grégoire Comhaire  
Envoyé spécial à Migron, Efrat et Alfei Menashe

Série

## Les fractures d'Israël

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fracture internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

Traversant la plaine côtière du nord au sud, la route numéro 6 permet de se déplacer rapidement d'une ville à l'autre sans subir les embouteillages, les croisements, et les feux de signalisation que l'on trouve sur toutes les autres routes du pays. Avec ses 4 bandes, et sa vitesse maximale limitée à 110 km/h, elle est la seule autoroute du pays et l'unique voirie payante d'Israël. Elle est connue sous le nom de "Trans-Israel Highway", ou encore "Yitzhak Rabin Highway" du nom de l'ancien Premier ministre travailliste, assassiné en 1995 à Tel-Aviv.

Le paysage est idyllique. Villas de bord de mer, digues bordées de palmiers et grandes exploitations agricoles... Le conflit meurtrier qui frappe la région depuis plus de soixante ans paraît bien lointain, voire inexistant. En approchant des villes de Tulkarim et de Qalqilya, il faudrait pourtant être aveugle pour ne pas remarquer ces miradors et ce mur de onze mètres de haut qui longe la bordure sur plusieurs kilomètres. Un mur érigé à partir de 2004 par Israël pour, selon le gouvernement, se protéger des attaques terroristes qui frappaient alors massivement son territoire.

Derrière ce mur imposant, c'est la Cisjordanie, ou la région de "Judée-Samarie" comme on dit ici. Avec la bande de Gaza, ce petit territoire de 5 860 km<sup>2</sup> forme ce que la communauté internationale nomme les "Territoires palestiniens". Une zone qui, en vertu des accords d'Oslo signés en 1993 par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), doit théoriquement faire partie un jour d'un état palestinien indépendant.

Quelque trois millions de Palestiniens y vivent, de même que 750 000 "colons" israéliens, qui s'y sont installés de manière continue depuis 1968, un an après la Guerre des Six jours qui a amené Israël à s'en emparer.

Si les 20 000 colons de Gaza ont été complètement évacués sur décision unilatérale du gouvernement israélien en 2005, les quelque 150 implantations juives de Cisjordanie et de Jérusalem-est demeurent, parasitant depuis plus de vingt ans le processus de paix et contribuant de manière non négligeable à ternir l'image d'Israël à travers le monde.

Les Israéliens eux-mêmes, désireux de vivre en sécurité dans leur pays et en paix avec leurs voisins, sont profondément divisés quant à l'issue à donner à ces implantations. Pour certains, il s'agit ni plus ni moins d'"occupation" d'un territoire qui n'est pas destiné à faire partie de l'Etat juif. Leur démantèlement, pensent-ils, permettra de déboucher sur une paix durable avec ses habitants. Pour d'autres, elles contribuent à renforcer la sécurité du territoire israélien en élargissant ses frontières jugées très étroites, et donc très vulnérables par endroits. Mais, pour nombre de ceux qui y vivent, il s'agit tout simplement de poursuivre la grande histoire initiée par les pères fondateurs au siècle dernier: celle du retour du



peuple juif sur la terre qui l'a vu naître, et dont il a perpétué la mémoire à travers les siècles.

Nadia Matar fait partie de ces Israéliens qui se considèrent comme acteurs directs de ce grand idéal. Née à Wilrijk, dans la province d'Anvers, en 1966, elle décide à l'âge de 21 ans de faire son "Alyah" et tire un trait définitif sur le confort de la vie belge pour aller vivre en Israël. Nous sommes en 1987. Avec son mari, pas question alors d'aller vivre à Tel-Aviv, ou d'aller couler des jours heureux le long d'une plage. "Nous voulions faire partie de l'Histoire du peuple juif", explique Nadia Matar. "Et cette histoire, c'est en Judée et en Samarie qu'elle se joue. A Tel-Aviv, tout est installé et embourgeoisé depuis longtemps. Ici, nous avons vraiment la possibilité d'être des pionniers."

La jeune Belge et son mari s'installent donc à Efrat, une colonie située sur une colline au sud de Bethléem, et à vingt kilomètres de Hébron. Avec ses petits pavillons aux toits rouges, et son implantation au sommet d'une colline, Efrat, comme sa voisine d'en face Elazar, est un exemple parfait des colonies israéliennes qui parsèment la Cisjordanie.

A l'époque, la vie y est relativement calme pour ses habitants. Pour se rendre à Jérusalem, il faut emprunter la vieille route 60, qui traverse la ville palestinienne de Bethléem, où Nadia Matar a alors l'habitude d'aller faire son marché. "Dans les années 80, on ne parlait pas d'état palestinien. L'OLP était considérée une organisation terroriste et toute la Judée-Samarie était vouée à être annexée par Israël", poursuit Nadia Matar. Quelques années plus tard, les accords d'Oslo sont signés. Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement et conviennent ensemble de diviser la Cisjordanie en trois zones: les zones A (confiées à une "Autorité palestinienne", instituée au même moment), les zones B (dont les affaires civiles sont confiées à l'Autorité palestinienne mais dont la sécurité demeure entre les mains de l'armée israélienne) et les zones C (entièrement sous contrôle israélien). On annonce alors un démantèlement prochain des colonies et le retour sur la fameuse "Ligne verte": les frontières de l'Etat d'Israël jusqu'à la veille de la Guerre des Six jours. Pour Nadia Matar, c'est une véritable trahison. "Je n'aurais jamais cru que Rabin serait capable de ça", dit-elle.

Avec sa belle-mère et d'autres femmes issues des colonies de la région, elle fonde alors "Women in green", un mouvement opposé au retour d'Israël sur la Ligne verte. Pour elles, Israël doit exercer pleinement sa souveraineté sur les territoires conquis en 1967. "Nous sommes ici chez nous sur la terre de nos ancêtres", poursuit Nadia Matar. "Bethléem, c'est le lieu où se trouve le Tombeau de Rachel. Hébron, c'est le lieu du Tombeau des patriarches. Il faut annexer la Judée et la Samarie et donner la citoyenneté israélienne à tous les Arabes qui y vivent, pour autant qu'ils soient loyaux à l'Etat. La création d'un Etat palestinien est un danger pour Israël mais aussi pour tout l'Occident car ils ne s'arrêteront jamais à ces frontières. Leur but ultime, c'est la destruction de l'Etat d'Israël et l'expulsion de tous les Juifs de la région."



Les colonies juives parsèment les territoires palestiniens.

Si les colons traversaient autrefois aisément les villes et villages palestiniens, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Désormais, des "by-pass road" relient les colonies entre elles en contournant les zones A et B, sous protection de l'armée. Dans le même temps, les déplacements en Cisjordanie sont devenus un véritable casse-tête pour les Palestiniens qui doivent parfois effectuer des détours considérables et patienter des heures à des check-point militaires pour parcourir quelques kilomètres entre deux villages.

Ces checkpoints ("Machsom" en hébreu), et la condition des Palestiniens qui les traversent au quotidien ont éveillé l'attention il y a onze ans d'un groupe de femmes israéliennes. Ensemble, elles ont décidé d'aller s'y poster tous les jours afin d'y observer le comportement des soldats envers les Palestiniens et de rédiger des rapports qu'elles envoient aux autorités militaires.

Leur organisation, "Machsom Watch", compte plusieurs centaines de membres (toutes des femmes) à travers le pays. Plus qu'une organisation militante pour les droits de l'Homme, elles veulent avant tout sensibiliser leurs compatriotes aux conséquences de "l'occupation de la Cisjordanie" qui, disent-elles, alimente la haine des Palestiniens à l'égard d'Israël et "mine la société israélienne de l'intérieur".

Aujourd'hui, Daniela, l'une des bénévoles de Machsom Watch, a décidé d'emmener un groupe de Tel-Aviv près de la colonie d'Alfei Menashe. Fondée en 1983, Alfei Menashe est la voisine juive de la ville palestinienne de Qalqilya et du village de Hable. Pour s'y rendre depuis Tel-Aviv, il suffit de prendre l'auto-

route 6, de sortir à l'embranchement de Neve Yamin et de foncer sur la route 55, qui sépare les deux localités arabes, jusqu'à l'entrée de la colonie.

Pour les villageois de Hable par contre, les déplacements sont loin d'être aussi aisés. Séparés de leurs champs par de long fils barbelés surveillés par l'armée, ils ne peuvent y accéder que moyennant un permis délivré par les autorités militaires. Le check-point qui y donne accès ouvre trois fois par jour à heure fixe, et les Palestiniens qui le franchissent pour aller cultiver leur champ sont fouillés, et contrôlés, à l'entrée comme à la sortie. "Nous n'avons pas de problème à établir une frontière entre Israël et les Palestiniens", explique Daniela. "Tous les Etats du monde ont des frontières et Israël a le droit de protéger son territoire. Mais là, il ne s'agit pas d'un point de frontière. Il s'agit d'un checkpoint entre un village palestinien et un champ palestinien. Quel est l'intérêt de ce check-point sinon la protection de la colonie toute proche?"

Le tour continue et s'enfonce plus en profondeur sur les routes de Cisjordanie. Entre Naplouse et Jérusalem, les groupes de pavillons aux toits rouges se succèdent, tissant petit à petit sur les collines, un maillage d'habitations si dense, qu'on peine à imaginer qu'il puisse être démantelé. "La plupart des implantations ont commencé par ce qu'on appelle un 'outpost'", explique Miri Maoz-Ovadia, chargée de relations publiques du Yesha, le conseil qui regroupe les localités israéliennes de Judée et de Samarie, et autrefois de Gaza. "Il y a d'abord quelques personnes qui s'installent sur une colline dans des caravanes. Puis petit à petit les caravanes sont reliées à l'électricité depuis la localité voisine. Enfin on construit des maisons en dur et l'outpost finit par devenir une localité à part entière."

De nouveaux "outposts" continuent de se créer chaque année en dépit des condamnations de la communauté internationale, de la désapprobation

d'une grande partie de l'opinion publique israélienne et, parfois, de décisions de justice. C'est le cas de Migron, une colonie jugée illégale par la justice israélienne et dont la Cour suprême a ordonné le démantèlement d'ici le 1<sup>er</sup> août. En haut de la colline pourtant les caravanes ont déjà l'électricité et dix maisons en dur sont déjà sorties de terre. "Tout le monde est ici par idéologie", poursuit Miri Maoz-Ovadia. "Nous avons une connexion avec cet endroit car c'est ici que nous avons nos racines, pas à Tel-Aviv ou sur la côte."

Daniela, elle, continue de se battre contre cette logique qui a, selon elle, transformé son pays en puissance occupante. "La ligne verte sépare un régime civil d'un régime militaire", dit-elle. "L'occupation ruine la société israélienne. Elle conduit nos jeunes à humilier un autre peuple et bloque toutes nos chances de vivre un jour en paix, côte à côte". Inlassablement, elle continue ses tours, espérant rallier nombre de ses compatriotes à sa cause et amorcer le changement. "Je le fais en mémoire de mes parents qui ont fondé ce pays et qui n'auraient jamais voulu le voir évoluer comme cela."

Le démantèlement des colonies de Gaza a provoqué un véritable traumatisme chez les colons et les soldats qui y ont participé. "Eux ils sont du sable, et nous nous sommes des montagnes", avertit Nadia Matar pour prévenir qu'aucun d'entre eux n'est prêt à se laisser faire s'il venait à un gouvernement israélien l'idée de tenter la même aventure en Judée-Samarie. Et vu la toute autre ampleur que prendrait une telle opération, on peut légitimement se demander quel gouvernement oserait s'y risquer.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.